ANARCHOSYNDICALISME !

2 EUROS N°109 /// NOVEMBRE - DECEMBRE 2008 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086

LE CAPITALISME EST MALADE ? QU'IL CRÈVE !_

AVIS DE TEMPETE SUR LA METEO_ LA DELATION SOCIALE AU QUOTIDIEN_ ZYAD ET BOUNA, TROIS ANS DEJA_ PROPOS SUR LA PRECARITE_ JUSTICE EXPRESS_ LES IDENTITAIRES "ATTAC"QUENT_ GALICIE : AMIS DE LA PATRIE, ENNEMIS DES TRAVAILLEURS_ COMMENT LE PEUPLE JUIF FUT INVENTE_ NOUS NE VOULONS PAS PAYER POUR LEUR CRISE !_ CENETISMENT VÔTRE_ LE CASSE DU SIECLE

C.N.T - A.I.T RESISTANCE POPULAIRE

Anarchosyndicalisme !
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEMENT UN AN
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien :
20 euros ou plus

Libellez les chèques à :

CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement.

Si ce numéro est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

Si votre abonnement est à jour, ne tenez pas compte des prospectus de relance qui peuvent être inserrés automatiquement dans le journal.

Anarchosyndicalisme ! est adressé gratuitement sur demande aux prisonniers.

POUR DIFFUSER *ANARCHOSYNDICALISME !* AUTOUR DE VOUS

Vous pouvez recevoir plusieurs exemplaires pour les diffuser. Prenez contact avec le journal pour les modalités pratiques.

Les articles et des infos en ligne sur les sites /
http://cnt-ait-toulouse.fr
http://cnt-ait.info
(CNT-AIT de Paris-Nord)
http://cnt.ait.caen.free.fr/
(avec forum)

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

Directeur : J. Pastor

"AIE CONFIANCE"

"Aie confiance, citoyen, contribuable, compatriote, administré...!", voilà ce qu'ils te disent tous, en fonction de ce qu'ils vont te demander (ton vote, ton argent, ta vie, ton obéissance...). Et de la confiance, les voilà qu'ils t'en redemandent, en ce moment. Tu peux les voir, les même qui tous les jours te mentent, t'arnaquent, te mettent dans les pires situations de détresse physique, morale et financière, les mêmes qui, en maintenant le système en place, sont à l'origine de la crise permanente et de ses conséquences désastreuses, ils te la demandent tous, en te regardant droit dans le téléviseur et sans sourciller, ton indispensable confiance.

Et toi, la leur accorderas-tu cette confiance ?

Toi, à qui ils ont déjà fait le coup du nuage de Tchernobyl contournant méticuleusement les frontières de notre hexagone ; toi à qui on a camouflé l'épouvantable génocide rwandais pendant qu'il se commettait ; à qui on a démontré, en long, en large et en travers que les privatisations c'était un bien meilleur service rendu pour un moindre coût ; à qui une ministre, grande par la taille, est venue en personne expliquer que l'augmentation des prix n'était qu'une impression et qu'au contraire ton pouvoir d'achat ne cessait d'augmenter ; à qui un autre ministre, le premier par la fonction, a déclaré il y a peu que les caisses publiques étaient vides et qu'il fallait te serrer la ceinture ; … et tant d'autres mensonges certifiés "vérités d'Etat" !

Te laisseras tu berner par leur discours tout à coup retourné, proclamant haut et fort l'inverse de ce qu'ils te maintenaient hier avec la même outrecuidance ? Ils vont, disent-ils, reprendre l'économie en main, balayer les quelques financiers malhabiles fauteurs de troubles, moraliser le capitalisme, réguler la situation. Comme s'ils ne venaient pas de démontrer que tous les Etats étaient au service d'une seule classe, la classe dominante ! Comme si les Etats (même les soi-disant libéraux) s'étaient abstenus d'intervenir, de mille manières, dans les processus économiques pour favoriser des intérêts particuliers. Comme si banquiers et politiciens n'étaient pas une seule et même famille d'intérêts !

Penses-y. Le simple fait qu'ils mettent tant d'énergie à réclamer ta confiance prouve qu'ils ne la méritent pas. Auraient-ils besoin de te la réclamer, si leur système était tout simplement acceptable ? S'ils te supplient tant de la leur accorder, c'est qu'ils en ont besoin. Seule ta soumission volontaire fait leur force.

Je te le dis, il y a une personne en qui tu peux avoir confiance : c'est toi. C'est toi qui doit reprendre ta vie en main sans la laisser au pouvoir des professionnels de la politique qui la broierons pour en tirer tout le jus à la santé du Capital. C'est toi qui aujourd'hui doit reprendre confiance en ta capacité à agir sur ta vie, en ta capacité de t'associer à ceux qui, comme toi, ne récoltent que les miettes. Car c'est nous qui sommes les bâtisseurs de toutes les sociétés et c'est aussi nous qui sommes à même de mettre à bas celle-ci pour en rebâtir une autre. C'est sur ta propre force, ton imagination, ta volonté, ta capacité d'association, ta puissance génératrice de sociétés que tu dois compter pour briser tes chaînes.

Tu n'es pas seul. C'est par milliards que se comptent les exploités sur cette planète. Si tu en prends conscience, d'autres en prendront conscience avec toi. Si tu dois avoir confiance, aie confiance en toi et en tous ceux qui se mettent en marche.

Ton voisin

Le capitalisme est malade ?

Qu'il crève !

Ils sont en émois. Depuis quelques semaines tout ce que la planète compte de dirigeants, qu'ils soient politiques ou financiers, ne s'agite qu'autour d'une chose : la crise financière. L'affaire des subprimes aux Etats-Unis a montré l'extrême fragilité (pour ne pas dire escroquerie) des institutions financières, du coup, ce qu'on appelle le marché interbancaire a été paralysé. Prises de peur, les banques ne voulaient plus se prêter entre elles. Or, ces prêts sont vitaux pour la survie d'une économie capitaliste. Sans eux, des banques se retrouvent du jour au lendemain avec leurs comptes dans le rouge, au bord du gouffre, voire carrément en faillite (Lehmann brothers). Les bourses ont chuté de manière impressionnante. Avec moins de crédits, moins d'activité économique. La récession commence à s'installer à l'échelle mondiale. Fait sans précédent, la réponse des gouvernements a été fulgurante et d'une ampleur inimaginable : des milliards ont été instantanément débloqués par tous les Etats au motif qu'il fallait empêcher une faillite généralisée du système. Les journaux vous ont déjà expliqué tout ça.

Si l'on décolle les yeux du guidon, ce qui saute aux yeux, c'est que, ce qu'on nous présente comme une "crise" n'est que la poursuite inexorable par le système capitaliste de sa logique mortifère. Ce n'est pas une "erreur", ce n'est pas un "malheur" dû au hasard, à un enchaînement de circonstances*[1]. C'est la conséquence des mécanismes économiques habituels.

Si crise il y a, c'est bien à un autre niveau. C'est une crise de confiance. Non pas chez les financiers, mais dans la population générale. Un nouveau "mur de Berlin" vient de tomber : la croyance jusque là bien ancrée dans la population que, tant bien que mal, le capitalisme pouvait faire sinon la richesse de tous du moins améliorer progressivement les conditions de vie. Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les dirigeants ont travaillé l'opinion pour qu'elle accepte cette idée, qu'elle admette que le capitalisme est le seul système qui puisse garantir à la fois la liberté et la prospérité car le bonheur de quelques-uns allait in fine faire le bonheur de tous. Cette resucée de la théorie de la "main invisible"; concept inventé par Adam Smith à la fin du 18eme siècle est le fondement du discours idéologique du capitalisme.

Certes, ce discours était déjà totalement en contradiction avec la réalité observable. Mais, malgré les guerres, les famines, la misère, l'oppression écrasante, l'exploitation éhontée dans la plus vaste partie du monde ainsi que dans nos pays une exploitation et une oppression plus feutrées, globalement, les populations d'occident adhéraient à ce mythe. Les contradictions que la crise financière à mise en évidence est en train de le faire voler en éclat;

Les enfants africains pouvaient crever de faim et du sida, les Irakiens mourir sous les bombes, les boat people du Maghreb s'échouer sur nos côtes, personne ne considérait qu'il y avait crise et bien peu réclamaient les mesures qui s'imposaient. Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. La propagande tournait à plein, les publicités vantaient des téléphones magnifiques, des voitures puissantes et désormais écologiques. Mais, dès que le portefeuille des plus riches, des gens de la finance, menace de se vider, alors là, pas d'hésitation, branle-bas de combat et mobilisation générale : il faut sauver la banque.

Difficile de démontrer plus clairement que, pour ceux qui nous dirigent, la société, c'est eux, uniquement eux. Les autres, tous les autres, nous ne sommes rien.

L'idéologie libérale est criminelle par essence

Avant d'aller plus avant, interrogeons-nous sur l'idéologie du capitalisme. Nous l'avons vu, le capitalisme se justifie moralement en diffusant la croyance que le chacun pour soi, est finalement bénéfique à la société ; une "main invisible" se chargeant de répartir les bienfaits qui découlent des différentes actions indivi-

duelles. Pour bien comprendre cette théorie basique du capitalisme, laissons la parole à son concepteur, Adam Smith : *"À la vérité, son intention [au capitaliste], en général, n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté; et en dirigeant cette industrie de manière à ce que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler. Je n'ai jamais vu que ceux qui aspiraient, dans leurs entreprises de commerce, à travailler pour le bien général, aient fait beaucoup de bonnes choses. Il est vrai que cette belle passion n'est pas très commune parmi les marchands, et qu'il ne faudrait pas de longs discours pour les en guérir."*[*2]

Dès ses débuts, le capitalisme a opposé aux notions de "solidarité", "d'entraide" et de "bien commun" le diktat suivant : il ne faut pas s'en occuper, car cela pourrait bien être néfaste. Idéologie du chacun pour soi, le libéralisme des débuts du capitalisme a connu depuis un essor mondial qui en fait aujourd'hui l'idéologie dominante à l'échelle planétaire. Il ne faut toutefois pas croire qu'elle soit uniforme. Il existe en effet toute une série de nuances (plus ou moins d'intervention étatique, de liberté, etc.) qui lui permettent de s'adapter à toutes sorte de situations. Mais le socle reste le même : la propriété privée des moyens de production, et l'initiative individuelle.

Dans cette idéologie, il n'est jamais question de ce que nous vivons tous les jours : l'exploitation éhontée des travailleurs et la répression des classes populaires. Le libéralisme refuse de reconnaître, de concevoir même, la lutte des classes. L'accepter, ce serait reconnaître que les valeurs qui sont les siennes (individualisme, …) ne sont pas adaptées au but qu'il annonce (enrichissement de tous). Par conséquent, la misère et l'exploitation sont des affaires purement individuelles pour cette idéologie. *"Si tu meurs de faim, c'est de ta faute, va travailler, et tu verras que tout ira mieux !"*, disent les capitalistes.

Un crime contre l'humanité à l'échelle planétaire

Lors de la crise alimentaire déclenchée ce printemps, les gouvernements ont timidement débloqué quelques millions de dollars : 200 millions pour les USA. A comparer aux 10 milliards d'euros débloqués par la seule France pour sauver ses banquiers. On voit là l'indécence de nos dirigeants : rien ou fort peu pour les pauvres qui meurent de faim, mais des sommes astronomiques pour les quelques salopards qui ont joué avec notre argent, qui ont perdu et qui maintenant viennent quémander auprès de l'Etat des sous (les nôtres) pour rembourser leurs pertes. Et l'Etat paye. Et il paye cher. Plusieurs dizaines de milliards ont déjà été débloqués pour renflouer les banques. Pendant ce temps, des gens dans les caraïbes mangent de la terre mélangée à de l'huile et du sel pour tromper leur faim. Pour eux, pas d'argent; pas plus que pour les 18 000 enfants qui meurent chaque jour de faim. Il ne s'agit pas ici de fatalité, mais bien de choix pris par des gens qui sont responsables de ces choix, qui arbitrent entre plusieurs choix possibles. Ils ont donc choisi que notre argent (celui que nous leur versons par nos impôts indirects et directs) irait aux riches plutôt qu'à ceux qui meurent de faim, même s'ils meurent de faim suite aux décisions prises par la caste des dirigeants de la planète : destruction systématique des agricultures vivrières traditionnelles, exploitation accrue de la population locale (salaires de misères), etc.

Dans l'approche même du "Droit" des Etats capitalistes, les *"… actes inhumains … causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale"* constituent un crime contre l'humanité.

La famine, l'extrême misère qui font subir des traitements inhumains à des foules de nos semblables, qui tuent dans des souffrances atroces tous les jours les plus fragiles, sont la conséquence directe de choix économiques conscients, "éclairés", de nos dirigeants. Et ils s'abstiennent de la soulager alors même qu'ils en ont parfaitement les moyens. Ce faisant, ce sont des criminels contre l'humanité.

La fin du double discours ?

Parallèlement, les banques sont arrosées de milliards. Or l'idéologie libérale, de part son individualisme, devrait commander une non-intervention de l'Etat. Reprenant ce qu'ils disent aux chômeurs, aux pauvres, aux citoyens de deuxième zone, les banquiers auraient dû dire : *"Si j'ai perdu ma fortune, c'est bien de ma faute, je vais travailler plus et je gagnerai plus, tout ira ainsi mieux !"*. Mais le principe selon lequel "chacun est responsable de ses actes" a été instantanément balayé, sans crise de conscience, et les plus ultra-libéraux de nos capitalistes n'ont pas été les moins rapides à venir pomper les finances publiques.

Ce fait montre bien deux choses. D'abord combien l'idéologie capitaliste est un discours creux, simplement destiné à faire accepter par les dominés l'exploitation que leur impose la classe dirigeante (en leur faisant miroiter une amélioration de leur situation, et en les culpabilisant sur leur responsabilité individuelle). Ensuite combien l'Etat est un autre outil aux mains de cette même classe. De ce point de vue, il a été amusant de suivre les réactions gouvernementales dans les différents pays européens. Aux nuances près, Sarkozy ne fait pas autre chose que Merkel qui reprend les décisions de Zapatero elles-mêmes inspirées de Berlusconi… sans oublier le FMI actuellement sous la direction d'un "grand socialiste" français. Gouvernements de "droite" (et parfois de droite extrême) et de "gauche" n'ont pas été longs pour se mettre d'accord sur l'essentiel et faire tous la même chose !

Il est aujourd'hui éclatant que la classe dominante, la bourgeoisie, tient un double discours : elle dit aux pauvres et aux travailleurs "faites des efforts, travaillez, prenez des risques, vous en retirerez du bon " (sans dire que les pauvres qui peuvent "réussir" ainsi sont forts peu nombreux); et elle n'hésite pas à spolier et voler pour rattraper ses erreurs et limiter ses pertes. Cette conduite est celle du capitalisme depuis ses origines, mais aujourd'hui elle a une visibilité jamais atteinte jusqu'à présent. Jamais les capitalistes n'avaient pillé la collectivité à cette hauteur en aussi peu de temps, et de plus, dans un contexte de famine pour des millions d'humains.

Les vieux discours ne peuvent plus fonctionner, le pouvoir voit bien qu'il ne peut plus se justifier comme avant. Il parle alors de " refonder le capitalisme ", de réformer les règles, d'introduire de la morale… Il s'agit pour lui de gagner du temps, pour qu'on oublie un peu ce qui vient de se passer. Il s'agit surtout de faire en sorte que l'enrichissement d'une minorité et l'exploitation de tous puisse continuer sans accrocs. Les réformes qui sortiront des prochains sommets internationaux ne changeront rien, parce qu'elles sont faites par ceux qui ont créé cette situation, qui en tirent à la fois d'énormes bénéfices et tout leur pouvoir. Et les plus pauvres continueront à bouffer de la terre avec de l'huile. S'il leur reste encore de l'huile.

Une seule solution, le communisme libertaire

L'échec patent du messianisme capitaliste qui nous assurait que la main invisible améliorerait le sort de tous, nous place devant une évidence : ce monde est inhumain. Il nous place également devant nos responsabilités.

Si un autre monde a toujours été envisageable, il devient aujourd'hui nécessaire. Et, ce qui accroît la possibilité d'y parvenir, le facteur nouveau qui va nous aider dans notre travail militant, c'est justement la cynique contradiction du capitalisme que la crise financière a rendu évidente, bien au-delà des cercles qui la critiquaient déjà. De plus, même s'ils y ont encore recours, faute de mieux, la critique de cette contradiction englobe pour une masse croissante de personnes les complices habituels de l'Etat : syndicalistes institutionnels, politiciens de gauche, et autres postiers trotskistes qui ne rêvent que d'être aux commandes de ce même Etat. "Tous pareil" est le constat que l'on entend déjà partout. C'est là aussi un point positif sur lequel il faut prendre appui. Car, il ne s'agit pas d'envisager un avenir lointain, une sorte de paradis sur terre précédé du "grand soir. Il s'agit simplement de remettre la solidarité de classe au centre du débat, de participer à son autoorganisation, d'arracher au pouvoir le contrôle de nos vies. Ce qui se traduit concrètement par une action quotidienne, un travail militant de fourmi, qui ne prend sens qu'en s'inscrivant clairement dans une dynamique révolutionnaire. C'est à cette résistance quotidienne à l'oppression, à cette action continue, que nous engageons chacun, là où il travaille, vit, étudie, que nous engageons chacun.

Des militants CNT-AIT

_1- Remarquons que si le pouvoir met l'accent sur les financiers qu'il faut sauver de la ruine, il est d'une discrétion absolu sur ceux qui ont multiplié leur fortune grâce à cette même crise. Tout l'argent disparu n'a quand même pas été perdu pour tout le monde. Il n'est venu à l'idée d'aucun politicien d'en récupérer un peu pour éponger les dettes. Curieux, n'est-ce pas ?

_2- Adam Smith, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, 1776.

AVIS DE TEMPETE SUR LA METEO

13 octobre 2008 : un mouvement de grève éclate à Météo-France. Motif : refus par les salariés de la suppression de plus de 500 emplois et de la fermeture de 50 % des centres météo. A Toulouse, la direction, pleine de ressources et d'initiative, fait alors appel aux forces de police. Les CRS chargent les grévistes pour rétablir "l'ordre". Bilan de l'agression : un blessé côté grévistes, victime semble-t-il d'une bombe lacrymogène en plein visage.

Ces grévistes étaient venus de toutes les régions de France pour se réunir en assemblée générale (AG) à Toulouse afin de prendre des décisions de façon autonome et solidaire. Malgré cette action violente des forces de l'Etat, la détermination des salariés ne faiblira pas. Les jours suivants, les discussions vont s'engager avec la direction et les AG se succéder. Une semaine après, la direction refuse toujours de reculer et campe sur ses positions. Tout au long de la semaine suivante les AG continuent et pas loin de 500 personnes y sont présentes à chaque fois. La préfecture y envoie ses sbires et des éléments de la B.A.C. sont présents dans la foule. Ils y étaient en tout cas le jour de l'affrontement, car tout le monde sait qu'un gréviste est un criminel en puissance, surtout chez météo-france. De temps en temps une patrouille en uniforme et véhicule identifié vient faire un bref passage inopiné, tournant à proximité du rassemblement pour obliger les gens à s'écarter, histoire de rappeler qu'ils ne sont jamais très loin. La sono qui couvre les A.G. n'est pas très puissante (dommage !) mais les interventions se succèdent. Les résultats du vote sur la reconduction du mouvement tombent et c'est avec une large majorité que le "POUR" l'emporte. On apprend aussi au début de la deuxième semaine que le Nord-est a voté la reprise, mais, partout ailleurs, la volonté est à la résistance. Lecture est faite du communiqué d'un groupe de C.D.D. qui n'a pas voulu venir et a préféré faire lire son texte. Celui-ci entend ne pas participer au mouvement, non par désaccord sur le fond des revendications, mais parce qu'il estime ne pas y avoir sa place pour les raisons suivantes : d'abord parce que la lutte engagée lui semble corporatiste. Ensuite, ces CDD considèrent qu'une lutte doit englober tous les salariés sans distinction de statuts (y compris les CDD) et que ce n'est pas le cas. Puis, que cette lutte doit s'étendre au-delà de la Météo.

Le fait que la direction ait eu, d'emblée, recours à la force est significatif de l'état d'esprit du pouvoir et de ses intentions. Après cette première tentative d'intimidation, l'Etat, par l'intermédiaire de son représentant à la Météo, joue la montre, tout en exerçant une discrète pression policière. Il m'est vite apparu que les syndicats tentaient d'avoir la main mise sur la situation, mais les AG s'y sont opposées. Pour en revenir au groupe des CDD, il semblerait qu'il ait mal compris les décisions prises en AG d'étendre le mouvement. L'agacement avec lequel un délégué syndical (DS) a repris la parole à l'issue de cette lecture, coupant court aux éventuels commentaires ou mises au point, est une "pirouette" verbale signifiant que, forme respectée, on passe à autre chose. Cela montre bien que l'extension de la lutte n'est pas du goût des syndicats. Une personne, que je n'ai pu formellement identifier, a, malgré tout, protesté en déclarant que tout le monde avait le droit de s'exprimer. L'autre a tranché en disant : "Eh, bien voilà, c'est fait !" (sous-entendu, on n'en parle plus !). Il est inexact que la lutte se voulait corporatiste car la volonté qui s'est manifestée lors des AG allait bien dans le sens de l'extension, mais j'y reviendrai un peu plus loin. Il a également été annoncé qu'un rendez-vous avec le ministre était programmé et nécessiterait la présence de tous. Il a aussi été fait mention de la venue quelques jours plus tôt de Mme Imbert (PS) et d'un autre élu dont je n'ai pas compris le nom (la qualité du son !). Ils sont venus témoigner leur soutien, leur compréhension, mais surtout, leur désaccord à propos du piquet de grève. Le plus "intéressant" a, d'après moi, été le sketch d'un membre de la direction. Pour résumer, il a expliqué que toutes les mesures découlaient d'une décision politique et qu'il ne leur appartient pas de s'opposer aux décisions d'Etat Ce même personnage a insisté sur l'environnement libéral et la contrainte financière qui justifient cette politique, sans omettre de donner un exemple ou le manque de budget n'avait pas permis certaines réalisations. Affirmant comprendre l'inquiétude et le mécontentement des salariés, il insista bien pour dire qu'il n'était pas d'accord avec le maintien du piquet. Il semble, qu'à l'image des deux élus, la volonté politique est d'avoir une grève qui ne se voit pas, ne s'entend pas et, surtout ne s'étend pas. La grève a pris fin le 24 octobre. Pas sur un mot d'ordre des syndicats, non, mais par

décision de l'AG. Pas dans la débandade, ni dans la division, mais par une décision des salariés réunis en assemblée. Alors, que penser de tout cela ? Commençons par reprendre le point de vue de la direction, autrement dit de l'Etat-patron. Il est clair qu'il s'agit là de "mesures" découlant d'une décision politique (la RGPP). Si cette volonté politique a des conséquences sociales néfastes, il est logique et même rassurant qu'il y ait une "réponse sociale". J'entends par-là une opposition collective, de masse, autonome et auto-organisée, dépassant le cadre corporatiste. D'une manière plus large, un anti-libéralisme et un anti-capitalisme se fait jour, car il devient de plus en plus évident que le miracle libéral est basé sur l'illusion et le mensonge. Et c'est là que j'en reviens aux syndicats institutionnels. Le plébiscite des élus pour le système de la négociation via la représentativité et le cadre légal fixé, a pour but unique de confisquer à la population sa capacité à imaginer autre chose. Ceci explique bien l'orientation de la politique syndicale et son empressement à s'approprier la lutte. Ce syndicalisme, qui se vautre dans le "conflit de collaboration", transforme la négociation en un simple marchandage. Dans le cas présent, l'attitude des syndicats est conforme à leurs habitudes envers ceux qui sortent du rang. Le fait de préciser que "vous avez décidé la reconduction" sans s'y inclure par un nous, montre la tiédeur et la volonté de ne pas prendre, par un engagement ouvert, la responsabilité d'une lutte politiquement "incorrecte", tout en essayant de prendre le contrôle des AG. En d'autres termes, cela montre que le syndicaliste est un fonctionnaire et qu'il se démarque des salariés. Je ne mets pas en doute la bonne foi de tous les DS, car je suis persuadé que certains sont, malgré tout, honnêtes même s'ils continuent d'y croire ou veulent continuer à y croire ; et tout est fait pour les encourager dans ce sens. La manière dont a été ignoré publiquement le texte des CDD montre la volonté syndicale de réduire la lutte à des revendications corporatistes. Mais, la façon dont la grève a pris fin, est un tournant qui marque une évolution des esprits, un réveil de la conscience collective et l'évidence que la lutte des classes n'est pas terminée, contrairement au baratin officiel qui affirme que tout cela, bel et bien fini, est classé aux archives. Il ne fait aucun doute que ce qui s'est passé aura des répercussions. Le problème général qui sort du cadre de météo France (sans l'exclure) est que, malgré la démonstration quotidienne de l'aberration et de l'inhumanité du système, les gens s'accrochent à ce modèle, sans être capables, pour l'instant d'imaginer autre chose. Guidés par les syndicats, les partis, les institutions, on s'en remet encore et toujours à l'état avec indolence, voire on se tourne vers le supra Etat européen. Autrement dit, nous légitimons par-là cet Etat qui prend des mesures contre nous tous. Ce même Etat nous met dans l'illégalité pour nous culpabiliser. Ce qui manque actuellement, c'est l'audace de remettre en question nos certitudes, nos idées fausses, nos préjugés, lesquels sont cultivés par un constant matraquage médiatique de propagande. Croire que s'occuper des affaires publiques, c'est-à-dire des besoins de notre vie quotidienne, est une affaire de professionnel spécialiste est une idée fausse admise et répandue comme une vérité quasi-sacrée. Ensuite, c'est en pratique et physiquement qu'il faut s'opposer aux obstacles que sont les institutions (syndicats, partis, Etats, et leurs ramifications) pour se réapproprier le pouvoir sur nos vies. Ce sont les Etats qui déclarent les guerres, pas les populations ! Ce sont les Etats qui inventent des lois pour nous priver de nos libertés, pas les populations ! Et c'est l'Etat qui envoie les CRS contre les grévistes, pas la population ! D'une part, il y a ce qu'il faut, c'est une chose. Nous devons décider d'une façon autonome hors de tout cadre imposé ; si cadre, il doit y avoir, c'est nous-même qui devrons nous le fixer. D'autre part, il y a ce qu'il ne faut pas continuer à faire, ça c'est autre chose. Nous ne devons plus continuer dans la crédulité, dans l'espoir qu'un syndicat, un parti, quelqu'un ou même un dieu, vienne faire à notre place ce qu'il nous appartient de faire. Tant que le pouvoir sera entre les mains d'une poignée d'individus, nous serons soumis et nous subirons, quoi que nous disions ! Le pouvoir ne peut être la propriété de personne et chaque individu aspire à être libre. Le droit n'est pas la liberté. Je redirai ce que d'autres ont dit avant moi : la liberté ne se demande pas, elle se prend !!!

Commentaire : la RGPP n'est pas une décision politique sortie du chapeau par un coup de baguette magique. C'est, au contraire, l'aboutissement d'une politique néo-libérale de la puissante Europe des patrons. Ceux-ci œuvrent bien-sûr avec la complicité des pouvoirs nationaux qui se plient en quatre pour satisfaire cette poignée de profiteurs sans foi ni loi. Cet objectif inscrit, comme tant d'autres exigences, au protocole du sommet de Lisbonne de l'an 2000 doit être réalisé à l'horizon 2010. Ceci explique, bien sûr, l'empressement et le zèle des vedettes politiques du gouvernement, ainsi que son intransigeance et sa langue de bois. Il est donc évident qu'aujourd'hui plus que jamais il ne sert à rien d'être tiède et d'espérer que prières, incantations et défilés tenant lieu de manifestations soient pris en considération. Il faut une mobilisation et une détermination comme celle qui s'est initiée à Météo-France, mais avec en plus l'enthousiasme d'abattre cet ubuesque et morbide mascarade, qui nous tient lieu de modèle, pour construire un autre futur.

Juanjo

_BAC : Brigade anti-criminalité _RGPP, Révision générale des politiques publiques _ CDD : Contrat à durée déterminée

LA DELATION SOCIALE AU QUOTIDIEN

L'histoire n'est pas banale mais courante. P. travaille comme jardinier chez des particuliers du 78, travail précaire avec toutes les galères des chèques emploi services (Cesu) : travail pénible et usant, revenus très bas et insuffisants. Travailler en chèque emploi services ne lui permet pas de vivre décemment, les frais d'essence, de matériel viennent s'ajouter au bas niveau de rémunération dans lequel les particuliers maintiennent leurs "petit personnel".

Quand on est jardinier, on doit apporter son matériel (débroussailleuse, sécateur, tondeuse, taille-haie...), les outils coûtent cher à l'achat et en entretien. P. a donc ces dernières années sollicité la société Sthil, fabricant de matériel, qui lui a fourni gratuitement, en 2002, 2004 et 2006, quelques outils importants afin de l'aider dans son travail.

En juillet, la débroussailleuse de P. tombe en panne et ne peut être réparée. En pleine saison de travail, c'est un incident important et P. ne peut en acheter une neuve, il n'a pas les moyens. Il se tourne alors vers la société Sthil avec qui il a toujours eu de bons contacts et demande par téléphone s'il est possible que celle-ci lui procure une débroussailleuse. On lui répond que oui.

Mais quelques jours plus tard il reçoit un courrier du directeur Marketing et Technique de la société Sthil qui lui dit avoir contacté le service d'action sociale de la Mairie d'Aubergenville où habite P., que ceux-ci lui ont précisé que P. "ne faisait aucun effort pour sortir de la précarité, qu'il refusait tout accompagnement vers l'emploi" (vous noterez que P. travaille depuis de nombreuses années et que sa famille composée de 4 personnes vit de ce travail). Fort du témoignage accablant mais mensonger, la société Sthil refuse alors de fournir le matériel et P. se retrouve dans l'incapacité d'effectuer son travail correctement.

Dans son courrier, que nous ne reproduisons pas ici par souci de confidentialité, le directeur Marketing et technique de Sthil, précise qu'il aidera P. si celui-ci accepte de suivre les directives d'insertion de la Mairie d'Aubergenville.

Plusieurs remarques importantes concernant cette affaire :

Comment se fait-il que la Mairie d'Aubergenville communique des informations (qui plus est, erronées et fausses) à une société sur l'un des habitants de la commune ? Les services communaux et sociaux sont tenus à la plus stricte confidentialité. De quel droit les services de la mairie d'Aubergenville émettent-ils un jugement sur l'activité professionnelle de P. ?

Dans son courrier, la société Sthil met en avant que P. se ferait rémunérer parfois en espèces et qu'il est en marge de la société. Ses propos diffamatoires sont reportés suite à l'entretien téléphonique de Sthil avec les services d'action sociale de la mairie. Ces accusations du service social de la mairie sont graves et mettent en cause l'honnêteté de P.. Il y a eu manifestement volonté des services sociaux de la mairie de diffuser les accusations sur P. auprès de la société Sthil.

A ce jour, P. a écrit à Sthil et à la mairie pour dénoncer ces façons de faire et demander réparation du préjudice moral et matériel subi. A ce jour il n'a eu aucune réponse.

En 2007, les députés français ont adopté le texte sur la Loi sur la Prévention de la Délinquance. Cette loi a officialisé le contrôle social des personnes par les services des mairies : les acteurs sociaux partagent leurs informations (auparavant soumises au secret professionnel) avec le Maire, ce qui est une atteinte à nos libertés. A Aubergenville le partage des informations se fait donc même avec les entreprises... !

Ne laissons pas les services sociaux collecter et diffuser des informations sur nos vies.

Le Syndicat Interco Paris Nord de la CNT-AIT appelle à soutenir P. et à relayer cet appel : écrivez à la boite mail : yvelinesenluttes(a)gmail.com
Si vous avez du matériel que vous n'utilisez pas ou que vous connaissez un moyen de dépanner P., merci de nous écrire, nous ferons suivre.
http://www.yvelines-en-luttes.info/

Zyad et Bouna, trois ans déjà

Il y a trois ans, les corps de Zyed Benna et Bouna Traoré, étaient trouvés électrocutés dans un transformateur à Clichy. Malgré toute la volonté de l'Etat de démontrer que si les deux collégiens s'étaient cachés dans un transformateur, c'est qu'ils avaient "des choses à se reprocher", en trois ans, l'enquête n'a pas pu trouver le début de l'ombre d'un élément dans ce sens. La responsabilité de ce crime d'Etat est à rechercher ailleurs. Quelle que soit en effet la manière dont Zyed et Bouna ont été poussés à pénétrer dans le transformateur, une chose est certaine : l'insupportable pression policière faite de contrôles continuels, de mépris et d'atteintes à la dignité, en est la cause directe. Le pouvoir politique qui organise sciemment cette pression, la bourgeoisie qui en tire profit, les médias qui passent sous silence ou minimisent les bavures, qui justifient par avance toutes les répressions, en sont les responsables. C'est pourquoi nous n'avons pas l'intention d'oublier le crime de Clichy.

Propos sur la précarité

Dans ce pays en 2006, on comptait trois millions de personnes touchées par la précarité (dont 800 000 stagiaires), sans manquer d'y rajouter 1,2 millions de salariés contraints au sous-emploi et 3,4 millions d'allocataires de minima sociaux.

Qu'est-ce que la précarité ?

Elle nous renvoie à cette époque du travailleur journalier attendant de très longues heures pour décrocher une embauche auprès du contremaître. Il n'est plus à douter que celle-ci est devenue le moteur de l'histoire du capitalisme occidental. Il va sans dire que la précarité est un vecteur normatif sur le plan de la socialisation de la force du travail. L'intérimaire est une figure nomade qui va sans cesse d'une entreprise, d'une unité de production à une autre (la flexibilité), voire d'un site à un autre (l'externalisation).

Dans un premier temps, petit à petit, elle a réussi à s'imposer comme le nec plus ultra de la gouvernance de l'appareil de production (le secteur nucléaire a été le champ d'application expérimental) avant de conquérir tous les plans de l'existence, que l'on peut traduire par le délitement du lien social. Quelle plus parfaite illustration que cette maxime, "Tout est précaire", de Laurence Parisot du MEDEF, teintée d'un cynisme hors pair, notifiant le cri de victoire de la réaction.

Pour s'en convaincre, il suffit de prendre ces deux simples exemples très évocateurs : la réception du SMS pour aller en mission et la recherche par Internet pour décrocher un emploi. Bien sûr, il faut traverser au préalable avec succès une présélection dictée par les DRH et les cadres sondant l'employabilité de l'individu : être corvéable à merci suppose le profil-type avec le sourire, c'est une règle d'or.

Ainsi, tous nos moindres faits et gestes se doivent au maximum d'être calculés et anticipés, si l'on veut être reconduit dans ses contrats de missions. Désormais, nous sommes à chaque instant des entrepreneurs et des gestionnaires qui se doivent d'être rentables afin de répondre et de se soumettre à la discipline de la trinité : productivité, profit et croissance (au nom de la sainte guerre économique que livre le capitalisme). Dans la grande distribution du bricolage, la moindre erreur de jugement au cours d'un inventaire est sanctionnée d'un renvoi sur-le-champ. D'un coup de crayon, la secrétaire zélée rayera votre numéro (en l'occurrence T6) des effectifs de la journée. On fera comprendre à l'intérimaire qu'il n'est pas dans son intérêt qu'un rapport remonte à l'agence. Dans ce cas-là, il vaut mieux déchirer son contrat de mission en douce. Ne parlons même pas du manque de sécurité dans certains cas précis (absence de casque, par exemple).

Et, pire encore, la perception et la représentation du temps se trouvent complètement métamorphosées, jusqu'à en perdre la maîtrise : mobile, mobilisable et démobilisable du jour au lendemain, de la seconde à la minute. Ce n'est plus un temps dicté par le rythme de la nature, ni par les horloges apparues en nombre au XVIIIème siècle, mais bel et bien par les besoins de la production marchande ("flux tendu", etc.). Si on tient compte que l'Internet et le téléphone portable imposent et structurent un rapport à l'immédiateté, interférant sur la capacité à se projeter dans le futur, nous sommes dans un temps complètement fragmenté et paradoxal dans lequel le court et le long terme sont indifférenciés. Sans y prendre garde, ces prothèses communicationnelles concourent sournoisement à l'instauration d'un contrôle social qui se généralise et se banalise : connaître le lieu où l'on se trouve à tout instant. La précarité acte un brouillage de la frontière entre la sphère privée et publique qui entérine un état permanent d'attente, engendrant de la fatigue et du stress, quand ce n'est pas simplement de la peur et de l'angoisse : vivre sous la menace d'un blanc sur son C.V. et de la remarque qui en découlera lors de l'entretien pour inhiber le candidat en le plaçant dans une position de faiblesse (technique de recrutement).

Quelque part, le C.V. a remplacé le carnet de l'ouvrier. Celui-ci vaut des stages ou des ateliers divers où l'occasion est donnée aux participants (chômeurs et intérimaires) de confronter leur expérience (de la scolarité à leur entrée et parcours sur le marché du travail) en s'annotant pour qu'ils le remettent en bonne et due forme. Présenté des fois sous l'habit du travailleur social, l'animateur (ou l'animatrice) - ayant fait ses armes en tant que DRH - saura user sciemment, sauf à l'insu de son plein gré, de la violence symbolique. Savoir se vendre, telle serait cette "éthique" basée sur le recours au sentiment de pitié.

N'omettons pas que la précarité engendre quelque chose de tout aussi préjudiciable comme la mise en concurrence brutale et directe de l'intérimaire qui vend sa force de travail, même si l'intérimaire jaune s'accommode parfaitement de cette situation ; tandis que les agences d'intérim savent s'entendre pour appliquer une clause de non-concurrence dans l'obtention des parts de marché : c'est-à-dire qu'un intérimaire ne peut postuler pour un poste d'ouvrier spécialisé en passant par deux agences d'intérim pour la même usine d'agroalimentaire par exemple. Elles se partagent donc les secteurs de l'appareil de production par des antennes (l'a-

groalimentaire, l'automobile, le bâtiment, le secrétariat, etc.). Les agences d'intérim sont en vérité des annexes de réseaux ou de groupes d'entreprises qui peuvent placer des fonds pour se servir directement à volonté en main-d'œuvre. Elles ne sont que l'extension du conglomérat et de l'oligopole, d'où l'intérêt de connaître le montage juridique et d'ouvrir les livrets de compte pour mettre fin à l'opacité. En faisant déjà œuvre d'officines de placement, elles concurrencent l'ANPE et la poussent vers sa restructuration et son démantèlement. C'est l'intérim nouvelle génération avec son marketing glamour !

Petite remarque : l'intérimaire n'est pas une figure unifiée ou un corps social monolithique, le "précariat". Ce dernier ne s'est pas également substitué par excellence au salariat de type ouvrier-masse des grandes usines, en particulier de l'automobile des années 70, comme certains aimeraient à le théoriser. La composition sociologique de l'intérimaire est relativement complexe puisqu'elle comprend tous les secteurs en incorporant l'intérimaire non-qualifié (l'ouvrier spécialisé, l'employé, …) et l'intérimaire qualifié (l'ouvrier qualifié, le petit chef et même le cadre). De plus, ces deux catégorisations se subdivisent en d'autres, telles que l'intérimaire transitoire, occasionnel et régulier, selon plusieurs critères : la fluidité de l'offre et de la demande qui pèse sur le volant des commandes, l'annualisation du temps de travail, les contraintes de la force de travail (l'arrêt maladie, l'usure…) ainsi que sa valeur, qui reste encore trop élevée face à la concurrence des PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale) et des NPI (Nouveaux pays industrialisés).

Le mouvement de lutte contre le CPE/CNE de 2006 a sonné comme un coup de semonce. Devant ce danger, l'ordre du discours de la classe dominante (les bourgeois, les patrons, les parvenus, les politiques,…) s'est replongé dans celui des moralistes-mercantilistes, des évangélistes et des méthodistes : se lever tôt, trimer dur, ne pas rester à ne rien faire, le temps est précieux, et c'est de l'argent… N'a-t-on pas entendu, de droite et de gauche sur l'échiquier politique, qu'il fallait réhabiliter le travail ? Ce n'est pas trop grave pour le syndicalisme réformiste, si cela suppose la flexisécurité. Le contraire n'est pas étonnant quand on sait que celui-ci a signé tous les accords de restructuration. Ce n'est que la faillite du socialisme réformiste et de ses variantes, qui croient encore inscrire le progrès dans l'évolution du capitalisme et son développement incessant des forces productives, cet avatar historique d'un certain matérialisme historique étroit.

S'il ne veut pas rester en porte-à-faux, l'anarchosyndicalisme se doit de continuer à s'armer théoriquement en discernant tous les aspects de la précarité et du capitalisme. Cependant, la rationalité et la pertinence de l'analyse politique ne suffisent pas à être comme un poisson dans l'eau parmi la masse. Il s'agit bien de susciter le désir de contestation de cet état de fait qu'est la précarité et, au-delà, le salariat lui-même avec tout ce qu'il véhicule et engendre : abrutissement, épuisement, irritabilité, etc. Car l'anarchosyndicaliste est un agitateur qui sait que le trouble social est une aubaine pour le caractère spontané de la lutte : les récents débrayages nous en fournissent la preuve éclatante, malgré l'aspect trade-unioniste de la revendication immédiate. Ils ont au moins le mérite de briser la résignation ambiante.

Voilà bien qui mérite de remettre à l'ordre du jour trois questions essentielles : A quoi sert le travail en acte et puissance ? Quelle est donc sa finalité (et, par-là même, la nôtre) ? Ne saurait-il se réduire qu'au salariat ? Cela suppose de définir la richesse et la pauvreté…

Paul-Anton, CNT-AIT de Caen.

JUSTICE EXPRESS

La justice, c'est selon. Ça peut attendre tranquillement un demi-siècle pour juger certains (Papon), et ça peu prendre à peine quelques minutes pour expédier les autres.

Voici ce qui vient de se passer pour un sans-papiers de mes voisins. Pris dans un contrôle systématique, amené au commissariat, il est aussitôt présenté au "Juge des libertés et détentions". Le Juge confirme direct l'intuition policière : expulsable ! Dans la foulée, moins d'une ou deux après, présentation au Tribunal administratif. Le juge a le dossier en mains et semble écouter comme moi quand je regarde la télé, en interrogeant doucettement l'avocat (on a du mal à entendre ses paroles même au premier rang). C'est expédié en trois coups de cuiller à pot. Un artisan te donne du travail ? C'est illégal. Ta fiancée est française ? T'es illégal, t'as pas droit au mariage. Toute ta famille est ici (jusqu'aux cousins, oncles, nièces) certains même sont nés ici. Et alors ? Alors ? Le juge administratif dit "Virez-le", pas comme ça bien sûr mais en termes "comme il faut". La gent poulaga te remmène pour un deuxième tour devant le juge des libertés et des détentions - qui suit sa routine : il confirme la décision de son collègue administratif. Direction le centre de rétention administratif pour être expulsé.

Heureusement, ton avocat fait appel tout de suite. En attendant, tu pars avec tes deux policiers. Pour l'appel, pas de perte de temps : dès le lendemain, tu y passe et vite : ça a duré 5 mn, montre en main. Ton sort est confirmé : expulsé ! En tout et pour tout, ton sort s'est joué en disons 1 heure de tribunal ou même moins (plus le temps des déplacements entre le centre de rétention et les deux tribunaux, c'est le plus long). Ça fait court, une petite heure, quand une vie est en jeu.

Les identitaires ATTACquent

Ils étaient venus, ils étaient tous là, ceux qui, dans la mouvance d'Attac voulaient entendre des voix différentes analyser la crise financière. Et ils n'ont pas été déçus : ils en ont entendue une de voix, bien différente, même si elle semblait un écho, une copie conforme des propos des intervenants. C'était à Toulouse, dans la salle bondée des Allées de Barcelone, ce mois d'octobre, un meeting d'Attac. L'intervention d'une des mouvances de l'extrême droite, celle des identitaires, leur a coupé le souffle. Fort à l'aise dans la dénonciation de la mondialisation (leur tract aurait pu largement être signé par Attac) les identitaires ont pris les organisateurs de la manifestation à leur propre jeu.

C'était facile. Quand depuis des années il se laisse imprégner de concepts réactionnaires (balivernes régionalistes, promotion des patois, recherche de prétendues racines, justification de l'oppression religieuse, négation de l'universalité de l'humanisme, …) bref, à partir du moment ou il fait du concept d'identité (régionale, nationale, culturelle, ethnique ou religieuse) une pièce de son système de pensée, le mouton gauchiste ne fait qu'une chose : préparer sa tonte par l'extrême-droite. Et manifestement, les temps sont arrivés. Car, ces positions sont du pain béni pour l'extrême-droite identitaire qui a fait, comme son nom l'indique, de l'identité sa clef de voûte. Elle trouve dans les discours gauchistes un terreau tout préparé pour sa propagande (pour y semer le reste, moins soft). Face à des bobos abasourdis de se découvrir tant de similitudes avec l'extrême-droite, qui a pu tout tranquillement distribuer toute sa propagande au public, les militants de la CNT-AIT présents à l'extérieur ont dénoncé à la fois le capitalisme mondial et son outil de répression (l'Etat nation), rejeté l'ensemble des identités factices et rappelé la réalité de la lutte des classes.

Dans ce journal ou nous dénonçons sans relâche l'inanité de ces identités, nous croyons utile de donner deux exemples de plus (un régional, l'autre religieux) qui démontrent combien il s'agit de constructions éhontés.

Galice (Espagne) : Amis de la patrie, ennemis des travailleurs

Tous les 25 juillet a lieu, dans la Communauté autonome de Galice (au nord-ouest de l'Espagne), la commémoration de la "fête de la Galice" qui est pour certains, avec plus d'emphase, la "fête de la Patrie", et pour les catholiques, jamais en reste dans la région, la "fête de l'apôtre St Jacques". Ce jour-là est particulièrement mis à profit par les partisans du "Galicianisme" pour essayer de convaincre les égarés (qui sont nombreux de toutes parts), de l'excellence des surhommes nationalistes galiciens du début du XXème siècle et de la mauvaiseté intrinsèque des madrilènes et plus généralement des castillans tout comme des andalous et natifs des autres régions d'Espagne, sans oublier la merveille que constitue le simple fait d'être né Galice… et la difficulté dans laquelle *"nous nous trouvons à cause des espagnols"*, etc.

Depuis qu'ils sont au pouvoir et qu'ils tiennent le Gouvernement de Galice, les nationalistes galiciens n'arrêtent pas de privatiser des services pour les concéder à leurs camarades de parti et financer les pots-de-vin de leurs acolytes (pratiques qu'ils ne se privaient pas de dénoncer, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, chez le chef du gouvernement d'alors, Fraga, certes galicien mais partisan de l'Etat espagnol). Dans le même temps, ils réalisent l'objectif de leur politique culturelle nationaliste qui est de créer de toutes pièces des signes d'identité. Rien de tel pour cela que de promouvoir un réseau d'écoles exclusivement en patois galicien ("galescolas") dans lesquelles, dès le début, tous les enfants apprennent l'hymne de Galice et la vie, les œuvres et les miracles des saints de la tribu galicienne ; tout ça pour fabriquer la "Patrie".

Le discours du nationalisme galicien idolâtre deux figures emblématiques, deux politiciens du début du XXème siècle : Alfonso Rodriguez Castelao et Alejandro Boveda. Ce faisant, il construit une image idéalisée et totalement fausse des deux héros. Quelques épisodes de la vie des saints, que les nationalistes galiciens tentent de passer habilement sous silence, que nous avons retrouvés dans la presse de l'époque, permettront de fixer les idées.

Alfonso Rodriguez Castelao

Ce chantre des libertés régionales, de la beauté des "langues minoritaires", de la nécessité de l'autonomie, ce politicien qui fustigeait l'horrible Etat espagnol (pour nous effectivement horrible, comme tous les Etats et toutes les nations) n'a pas vacillé une seconde à montrer la réalité de ses convictions quand les circonstances historiques effleuraient son portefeuille de nanti.

C'est un journal de son bord, *"Le Peuple Galicien"*, qui nous l'apprend, dans son édition du 17 octobre 1934, p. 11. Qu'y lisons-nous ? Que monsieur Alfonso Rodriguez Castelao vient de verser, avec d'autres richards de sa ville et toute la "jet society" espagnole, une contribution pécuniaire volontaire aux forces de l'ordre pour les récompenser de leur action. Quelle noble action A.R. Castelao récompense-t-il de ses deniers ? Avoir écrasé le peuple

ouvrier asturien révolté. Qu'elles forces de l'ordre récompense-t-il ainsi ? Serait-ce au moins une police asturienne ? Que nenni ! Il s'agit de l'armée de l'Etat espagnol, commandée par un général dont l'ultranationalisme espagnol n'a jamais fait le moindre doute : Francisco Franco !

Que s'était-il donc passé dans les Asturies ? Dans l'unité à la base, les militants de la CNT et de l'UGT (centrale alors socialiste) s'étaient lancé dans une révolution sociale à l'échelle de toute la région asturienne. Ils se révoltaient contre le patronat et contre l'Etat (en occurrence, l'Etat espagnol, puisqu'il n'y en avait pas d'autre). La répression, menée par Franco (qui, ironie du sort, était galicien lui aussi), fut particulièrement sanglante.

En toute logique, un régionaliste de conviction aurait dû soutenir les Asturiens puisqu'ils s'attaquaient à l'Etat central (même sans être eux-mêmes régionalistes). Il n'en a bien sûr rien été. Et il y a pour cela une bonne raison : au-delà du rejet de l'Etat espagnol, ce que les travailleurs asturiens voulaient faire, c'était une révolution sociale qui abolisse l'exploitation. Il y avait danger pour la bourgeoisie. Et la bourgeoisie, galicienne ou pas, sait être pragmatique : elle a jeté aux orties les oripeaux des "valeurs régionalistes" le temps qu'il faut, et le saint homme du régionalisme galicien n'a pas vacillé une seconde à apporter tout son soutien moral et financier à l'horrible Etat centralisateur espagnol.

Ce n'est pas d'ailleurs-là le seul appui que le chef historique du régionalisme galicien ait apporté à ce même Etat. Ainsi, le journal régional de la CNT de Galice du 25 mars 1933 dénonce le vote des cinq représentants du parti galicien à la chambre des députés espagnols (l'un d'entre eux étant bien sûr notre Alfonso Rodriguez Castelao), un vote ultra-espagnol : il s'agissait ni plus ni moins que d'accorder toute la confiance à l'Etat centralisateur espagnol dont l'armée devait mettre à feu et à sang le village de Casas Viejas pour réprimer le soulèvement des paysans sans terre de ce coin d'Andalousie.

Ça, c'est le A.R. Castelao dont les enfants des "galescoles" n'entendront jamais parler, et pourtant, c'est le véritable !

Alejandro Boveda

Alejandro Boveda est la deuxième grande figure du nationalisme galicien, lui aussi est une sorte de légende. Le saint homme était, sur le plan professionnel, inspecteur en chef de l'administration des impôts (celle que les régionalistes d'aujourd'hui appellent *"administration des impôts de Madrid qui exploite la Galicie"*). On lui connaît deux autres titres de gloire : il fut fondateur de la Caisse d'épargne de Pontevedra (c'est fou, cet intérêt constant des politiciens pour les questions d'argent…) et membre de la Chorale polyphonique de Pontevedra (une chorale très sélect). C'est peu, mais apparemment, les nationalistes galiciens n'ont pas trouvé mieux. Il faut donc qu'ils s'en contentent.

Le 17 août, jour où il fut assassiné par les franquistes, est devenu *"Journée du martyre galicien"*. Et la prétention des régionalistes est qu'il représente à lui seul, qu'il capitalise en quelque sorte, l'ensemble des victimes que fit le franquisme en Galicie après 1936. C'est un hold up sur l'histoire. C'est faire comme si toutes les victimes de la sauvagerie franquiste avaient été des régionalistes, comme si n'avaient été réprimées que les velléités d'autonomie ! Il s'agit-là d'une attitude clairement révisionniste. S'il est indéniable que les franquistes fusillèrent des régionalistes galiciens pour ce simple motif, il faut rappeler que leur nombre dépasse à peine la soixantaine pour toute cette vaste région. La répression fut beaucoup plus massive et sanglante à l'encontre du mouvement ouvrier, tout particulièrement des anarchosyndicalistes. Ainsi, dans la seule ville de A Coruña, 150 militants de la CNT furent assassinés par la police et l'armée de Franco pour le simple fait d'être anarchosyndicalistes. Vouloir réunir toutes les victimes du franquisme sous le drapeau galicien, plus ou moins marqué de l'étoile rouge du marxisme, est une escroquerie de plus.

Dernière précision sur ces points : en un temps ou les nouveaux régionalistes, du moins ceux qui se réclament des idées libertaires, tordent l'histoire pour tenter de faire accroire que "la CNT de 36" soutenait le régionalisme, il est nécessaire également d'apporter un document d'époque qui vient démentir vertement cette assertion. Nous le trouvons dans le périodique *"CNT"* du 24 juillet 1933. Y est relaté un meeting d'Alfonso Rodriguez Castelao ainsi que le sabotage organisé que lui oppose la militance cénétiste qui l'interrompt aux cris de *"Tu es comme les autres politiciens, un farceur"*, *"Jésuite"*, *"Tu dis qu'il faut acheter les tissus en Angleterre, mais tu manges dans un banquet organisé par les industriels catalans du textile"*, *"Tu as voté la confiance à l'Etat et pour les jésuites"*… Et le journal *"CNT"* de conclure *"Le masochiste Alfonso Rodriguez Castelao a dû écouter tout cela et plus encore. Le pauvre ! Lui qui croyait que nous ignorions ses "faiblesses" et ses trahisons. Il a été bien détrompé."*

Reste maintenant à détromper ceux qui, en toute naïveté, prêtent foi aux balivernes patrioticardes.

(D'après l'article "Amigos de la patria, enemigos del pueblo", de Juan Armada, publié par "CNT", octobre 2008)

"Comment le peuple Juif fut inventé"

J'ai lu pour vous *"Comment le peuple juif fut inventé"*, de Shlomo Sand. Le massacre systématique des Juifs pendant la seconde guerre mondiale fut-il le plus terrifiant malentendu de l'histoire entière de l'humanité depuis ses origines ? C'est la question que suggère implicitement l'étude de Shlomo Sand, historien israélien, professeur à l'université de Tel Aviv. La thèse principale du livre est déjà là, dans le titre même de l'ouvrage. C'est une attaque en règle contre la vision ethniciste, raciale, du "peuple Juif" dont tous les membres, partout dans le vaste monde, *"seraient au départ issus de la petite population antique des Juifs de Palestine"*. Ce mythe est, pour l'Etat d'Israël, la version historique officielle. Il sert de base au sionisme, tout autant d'ailleurs qu'aux antisémites.

Shlomo Sand coupe l'herbe sous les pieds de tous ces faussaires de l'histoire. Tout d'abord il montre que la thèse de l'origine unique est incompatible avec l'importance numérique de la population juive mondiale à la veille de la Shoah ; notamment en Europe de l'Est où les communautés israélites étaient massivement présentes (Lituanie, Ukraine, Russie, Pologne, Roumanie, en passant par la Hongrie et sans oublier la Slovaquie). En effet la petite population judéo-palestinienne, supposée être à l'origine de toutes les populations juives du monde, n'était pas numériquement assez importante pour générer, dans des temps relativement aussi courts (à l'échelle de l'histoire, en fonction des espérances de vie de l'époque) des communautés numériquement aussi fortes et aussi distantes du foyer supposé. Et cela d'autant plus que l'historien révèle que la majeure partie (et de loin) de la petite population palestinienne ne quitta jamais cette terre, car elle ne fut jamais exilée par aucun des différents conquérants qui s'y succédèrent depuis les Egyptiens jusqu'aux Romains, en passant par les Babyloniens et les Assyriens. L'explication ethniciste du peuple juif, raciale sinon raciste, se heurte à cette réalité historique. En fait, dans l'antiquité, la religion juive a pratiqué un prosélytisme actif, entraînant des conversions dans l'aire méditerranéenne et orientale (il en demeure d'ailleurs des traces his-

toriques) puis à distance, et ce sont les conversions massives qui expliquent l'accroissement important des sectateurs de la religion israélite.

Reprenons le fil historique : il y eut d'abord l'existence d'un éphémère royaume d'Adiabène, situé dans le nord de l'Irak actuel, au sud de l'Arménie (vers le haut cours du fleuve Tigre). Un prince de ce royaume se serait converti au judaïsme. L'existence de ce royaume, au Ier siècle après JC) fut de courte durée et laissa peu de traces. On ne sait pas si le peuple suivit entièrement la conversion de son monarque.

Plus assurées sont les données historiques concernant le royaume de Himyar qui, lui, dura plusieurs siècles à partir du IIIème siècle après JC. Ce royaume s'épanouit dans l'Arabie dite heureuse, c'est-à-dire le Yémen actuel et le sultanat d'Oman. La puissante tribu de Himyar se convertit au judaïsme et entraîna ses vassaux dans le champ culturel de cette religion. Ce fait est bien connu, de même que la tentative de Constantin II, empereur chrétien d'Orient, de prendre appui sur ce socle religieux pour les christianiser, en leur envoyant une mission culturelle et religieuse (Vème siècle). Cette entité politique dura trois siècles (du III au VIème), puis fut conquise d'abord par les chrétiens Ethiopiens en 525 puis par les Perses en 570, avant de basculer dans l'Islam après 600.

Par ailleurs, dès la fin du IIème, mais surtout ensuite, au IIIème, diverses tribus Berbères d'Afrique du Nord furent influencées par le judaïsme apporté par les commerçants venant d'Orient dont les relations avec Carthage (actuelle Tunisie) étaient traditionnelles. Des tribus berbères se convertirent à la religion juive. Elles seraient en grande partie à l'origine des juifs sépharades (d'Afrique du Nord). Le même processus s'étendit à l'Espagne, où les conversions furent nombreuses à partir notamment des anciennes possessions carthaginoises (Cadix, Carthagène…). La forte communauté juive de Rome même, capitale de l'Empire, était étoffée par le biais des conversions. D'ailleurs, au début (Ier, IIème, voire IIIème siècle), les Romains ne faisaient guère la différence entre juifs et chrétiens. Cela se fit peu à peu. La dynastie des Sévères (dont le premier fut l'empereur Septime Sévère, qui régna de 193 à 211), contrairement à une légende propagée par l'église catholique, favorisa implicitement les religions orientales, car elle était elle-même originaire d'Afrique du Nord et avaient des ramifications familiales en Orient et en Syrie. Cette situation fut favorable

au prosélytisme religieux israëlite.

Enfin, parmi les grandes "réussites", il faut mentionner la conversion de Kagan, roi des Kasars en 740 après JC qui régnait sur un vaste royaume – pratiquement un empire - qui dura, avec diverses fortunes, jusqu'au tout début du XIIIème siècle, temps où les mongols en effacèrent les restes. Cet empire judaïsé de Kasar fut prospère et important politiquement, du VIII au Xème siècle, en tant qu'allié des Byzantins contre l'expansion arabo-musulmane. Les princes Kasars avaient probablement choisi le judaïsme pour se différencier à la fois des Byzantins (chrétiens) et des Arabes (musulmans). Ce fut un choix politique. D'ailleurs, leur royaume s'enfonçait comme un coin entre les deux empires, puisqu'il s'étendait du nord du Caucase, entre Mer Noire et mer Caspienne jusqu'au Don et à la basse Volga. Les Kasars étaient "ethniquement" (si le terme avait un sens…) plutôt proches des tribus turcophones de l'Asie centrale. Il en reste d'ailleurs quelques traces, avec de rares mots turcs en yiddish.

L'existence de ces divers royaumes recensés et décrits par Shlomo Sand prouve la réussite de la politique de conversion menée par les prêtres juifs surtout du IIIème au Xème siècle et ceci dans de nombreuses aires géographiques. Cela implique que la majorité des juifs actuels seraient des descendants de convertis originaires de bien d'autres pays que la petite Palestine. Les juifs askenases seraient majoritairement d'anciens Kasars, plus ou moins déplacés vers l'ouest (la Russie était leur voisine) au grès des invasions mongoles du XIIIème siècle (Gengis Khan). Les sépharades, quant à eux seraient, pour l'Espagne, des descendants d'Ibères et de Carthaginois, et, pour l'Afrique du Nord, de Berbères et, également de Carthaginois. Bien sûr, il y eut un certain nombre de juifs de Palestine qui s'exilèrent pour prêcher ces nouveaux fidèles, mais cette diaspora fut très peu nombreuse. La théorie raciale-ethnique de l'origine commune des juifs du monde ne tient donc pas.

Par contre, les habitants actuels de Palestine (dits Arabes), sont très probablement les descendants directs du "peuple hébreu" de l'antiquité, de ceux qui restèrent sur place, c'est-à-dire la grande majorité de la population, et qui se convertit plus tard à l'Islam. A ce propos, Sand rappelle que les différents exils de l'antiquité ne touchèrent jamais que des minorités, généralement des fractions de l'élite.

Cette histoire peu connue des Juifs a été occultée au fil du temps. Plusieurs faits historiques contribuèrent à favoriser cet oubli. D'abord, l'interdiction du prosélytisme juif par les chrétiens au Moyen-Âge, interdiction reprise à leur compte par les élites juives qui s'enfermèrent ainsi dans une tour d'ivoire puriste (le rabbinisme et la propagation du mythe du *"peuple élu de Dieu"*). Ensuite, à l'époque moderne, l'irruption du concept de "nation" (XVIII et XIXème siècles) qui portait en lui, trop souvent, un arrière-plan ethnique voire racial. A la fin du XIXème siècle, la naissance du sionisme (1882 : première migration vers la Palestine, alors Ottomane) ne fut en fait que la reprise par et pour les Juifs de l'idée nationale, idée qui se généralisait et se radicalisait à cette époque et dont nous ne sommes toujours pas sortis, malgré les délires fous dont les concepts de "peuple" et de "nation" (ou "région", plus à la mode en ce moment) ont accouché (national-socialisme, racisme, …).

Shlomo Sand montre crûment que le nationalisme juif ressemble à tous les autres et confirme que, lui aussi, il manipule l'histoire (comme toutes les nations) dans le sens d'une conception ethniciste (raciale) de l'identité nationale : les origines du "peuple" - ici juif, mais ailleurs basque, breton ou galicien, français ou autre - étant supposées biologiquement "pures". Cette prétention est parfaitement ridicule et scientifiquement fausse. Mais cela n'empêche pas l'Etat d'Israël de poursuivre encore cet idéal identitaire national basé sur un "droit du sang" (ce qui rappelle de bien tristes histoires) et de tenter de maintenir le mythe de l'origine "pure" du "peuple élu", soi-disant exclusivement issu de la Palestine antique.

Les élites israéliennes (même les agnostiques) auraient peur de manquer d'arguments pour légitimer l'existence de leur Etat s'ils abandonnaient les justifications religieuses et ethniques. Pourtant, la reconnaissance de l'inanité de ces théories ferait, par ricochet, le malheur des antisémites (qui prospèrent sur la notion d'identité ethnique).

Shlomo Sand, chercheur, honnête et courageux, et de plus humaniste, déboulonne les manipulations à but national identitaire qui, peu ou prou, sont toutes des constructions. Contre le mythe, il tient le pari de la vérité. Une vérité qui peut permettre aux "peuples" "Juifs" et "Arabes" (et aux autres également) de se rapprocher car, comme le rappelle Shlomo Sand, si *"l'histoire se sont les événements du passé, … c'est aussi et surtout le regard qu'on porte sur eux"*. C'est ce regard qu'il faut changer en abandonnant toutes les grilles de lecture qui reposent sur les concepts de "nation", "d'identité" (nationale ou autre), de "peuple" (à plus forte raison lorsqu'il se réclame d'un fond biologique) d'abord parce que, l'exemple du "peuple juif" l'illustre parfaitement, elles sont historiquement, scientifiquement fausses, ensuite parce que, les exemples malheureusement abondent, elles débouchent sur des guerres et des massacres. C'est loin de ces mythes pernicieux qu'il faut chercher les chemins d'un possible épanouissement de la fraternité humaine.

David

NOUS NE VOULONS PAS PAYER POUR LEUR CRISE !

Vous pouvez regarder les infos de la télé, lire les journaux : les luttes sociales dans le monde ne font pas la première page, ni la deuxième. Y compris dans le milieu dit militant, les négateurs sont à l'oeuvre et les défaitistes sont à leur travail. Il y a ceux qui nous promettent qu'ils ne se passera rien et ceux qui voient systématiquement la main de la CIA (ou le risque néofasciste, au choix) derrière le moindre mouvement de collégiens. Rares sont ceux qui tentent de déchiffrer, dans ce monde en plein chamboulement, les signes d'une résistance sociale.

Pourtant, ce travail est d'importance. Car le capitalisme en déroute a besoin de temps pour se refaire une santé. Pour lui, il est primordial que tous ceux qui se battent sur cette planète soient inaudibles, car rien n'est plus contagieux que l'exemple de mouvements populaires : c'est pourquoi les médias ne feront jamais ce travail d'information pour nous, ni les politiciens.

Certes, on peut déduire de la victoire annoncée d'Obama aux USA, de la montée dans les sondages de Besançenot, qu'il se passe quelque chose sur cette planète qui ressemblerait à une inflexion idéologique, mais ces éléments d'infos largement affichés dans les médias ne le sont pas pour rien. L'un comme l'autre, ces politiciens et leurs semblables, s'ils ont en commun de se présenter comme porteurs d'espoirs, sont avant tout des pions de la stratégie de la bourgeoisie qui consiste à temporiser, à nous faire nous promener d'une illusion à une autre, à éviter tout passage des masses à l'action. Et cela se comprend car…

QUAND LES OUVRIERS SE BATTENT, LES PATRONS TRINQUENT

Depuis des mois, les USA font les gros titres de l'info. Mais, bien peu de lignes sont consacrées à la grève massive chez Boeing ! Pourtant, le géant mondial de l'aéronautique est depuis le 6 septembre à ce jour (1er novembre) paralysé par une grève votée par 87 % de ses 27 000 ouvriers mécaniciens. Le syndicat des mécaniciens, l'International association of machinists and aerospace workers (IAM) exige des augmentations salariales de 13 % sur une durée de contrat de trois ans et refuse le recours de Boeing à la sous-traitance. La direction de la firme de Chicago ne veut pas aller au-delà d'une augmentation de 11 %, sans tenir compte de primes diverses. L'IAM n'est certainement

pas révolutionnaire. Mais elle n'a pas hésité à mener une grève dure. Et sa base est motivée à faire cracher le morceau au patronat. En tout cas, la grève coûte cher à Boeing, et ça, c'est déjà positif : son bénéfice est tombé au troisième trimestre à 685 millions de dollars, soit 96 cents par action, contre 1,1 milliard (1,44 dollar) un an plus tôt. Les analystes estiment que chaque jour de grève représente 100 millions de dollars de chiffre d'affaires perdus.

Autre exemple de réaction ouvrière à une pression insupportable : en Inde. Bien que ce pays soit traversé par une multitude de conflits de classe, jamais une information globale n'est donnée par nos médias. C'est à travers ce qui est présenté comme un fait divers que l'on peut apprécier la température sociale. Elle a l'air chaude. Le 22 septembre dernier le conflit social affectant une entreprise de la banlieue industrielle de New Dehli a tourné à l'émeute. Le PDG a été lynché par 200 anciens employés furieux d'avoir été licenciés et touchés dans leur dignité. Ses ex-salariés d'une filiale indienne de l'équipementier automobile italien Graziano Transmissioni India avaient été conviés par leur ancien patron à une réunion de conciliation. En fait de conciliation, le patron demandait à chacun une lettre d'excuses. Le comble de l'insolence. Furieux, les travailleurs rassemblés devant l'usine s'y sont engouffrés lorsque les grilles se sont entrouvertes pour laisser passer une voiture. La foule a détruit les automobiles stationnées dans le parking, enfoncé les vigiles et frappé le PDG. Les heurts ont fait, en tout, un mort (le patron) et une quarantaine de blessés dont vingt-trois ont été hospitalisés en soins intensifs. Rendu probablement prudent par la vigueur de la réaction, le ministère indien du travail a déclaré qu'il conseillait aux patrons de ne pas trop exaspérer leurs exploités… On ne sait jamais en effet…

ET QUAND LA VAGUE MONTE, LES CRÉTINS VOIENT DU CALME PLAT

Ainsi donc d'un bout à l'autre de la terre des ouvriers se battent, passent à l'offensive, infligent à leurs chefs pleins de morgue des pertes physiques et matérielles considérables. Mais nos vieux gauchistes continuent à tenter de bercer le bon peuple sur l'air de *"inutile de faire quoi que ce soit, de toute façon, c'est perdu d'avance"*. Ainsi, l'un d'eux écrit : *"Bref, il n'y aura ni chute finale du système, ni lutte finale qui l'abattra. Après une bonne purge dans les circuits financiers, … des*

restructurations dans les milieux financiers, les choses vont redevenir comme avant. L'Etat se retirera peu à peu de l'économique… vont sagement retrouver leur rôle (rappelez-vous mai 68 !)... en préparant les prochaines élections et… en attendant la prochaine crise". Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché l'intéressé d'être un pilier de ces organisations pendant des années… mais, bon, on est bien obligé de les critiquer un peu maintenant, pour tenter d'être crédible !

Bref, ce à quoi nous assistons dans ce pays, du grand silence des syndicats jusqu'aux discours les plus creux, n'est pas autre chose que la tentative de provoquer le découragement de tous ceux et celles qui, aujourd'hui, sentent que c'est le moment de porter des coups de boutoirs à un système qui trébuche.

Pas de perspective de lutte ? Plus près de nous encore, en Grèce, voici, transmis par des copains de là-bas, ce qui s'est passé le 21 octobre dernier :

"La réponse de la population grecque à la crise sociale fut déjà immédiate l'année passée, de grandes manifestations ont eu lieu et beaucoup d'anarchistes y ont participés activement. Cette année la lutte continue. Le 21 octobre grève des services publics et privés, … les transports publics ne fonctionnent que pour permettre de se rendre à la manifestation et les hôpitaux acceptent seulement des cas d'urgence. Les couches moyennes elles-mêmes se sont mises en grève le 22 octobre, sous le slogan *"On ferme pour qu'ils ne nous ferment pas"*.La manifestation, qui a eu lieu le 21 octobre, a attiré beaucoup de monde, même les retraités, qui sont tellement touchés par la crise. La présence des lycéennes et des collégiennes sous le panneau *"C'est pas les livres, c'est pas les notes, ce qu'ils nous volent c'est notre vie"* était dynamique, 150 lycées et collèges sont en grève depuis le début d'octobre. Les étudiants et les ouvriers étaient également très vindicatifs. La manif commence et des anarchistes entrent dans une banque, qui normalement devait être en grève, ils font sortir tout le monde et ensuite ils détruisent les ordinateurs, l'ATM, les vitrines et ils y jettent un cocktail molotof, la réaction des jeunes qui étaient dehors, étaient assez encourageante, ils criaient contre les briseurs de grève et plusieurs d'entre eux stimulaient les anarchistes à sortir l'argent et à le distribuer".

En Italie, fait symptomatique, c'est autour de ce même mot d'ordre *"Nous ne voulons pas payer leur crise"*, que grandit un énorme mouvement de masse, ce qui fait écrire à un internaute sur le forum de la CNT-AIT Caen : "Ce qui se passe en Italie est très important. Cela rappelle ce qui a été fait en France lors du mouvement anti CPE. Comme en France, il y a une très grosse mobilisation nationale, toutes les villes sont touchées par des mouvements, des grèves et des occupations. Il y a dans ces manifestations non seulement des étudiants et des lycéens, mais aussi des professeurs et apparemment des gens qui n'appartiennent pas à l'éducation mais sont solidaires avec ce mouvement. D'après ce que j'ai pu lire en italien, et de ce que j'ai pu comprendre, s'organisent des meetings ou des centaines d'étudiants discutent et débattent pour savoir comment développer la mobilisation. Ces assemblées ont lieu dans des endroits publics et sont ouvertes à tous. Bien sûr ce mouvement se situe dans un contexte différent de la France de 2006, à savoir qu'outre la grosse attaque qui est menée (réduction massive de financement de l'éducation, réduction massive du personnel, on parle de 87 000 suppressions de postes) il y a tout le poids de la crise financière qui s'est invitée. Beaucoup de manifestants ont scandé *"Nous ne voulons pas payer la crise"*. La jeune génération est dans la rue, inquiète de son avenir, et il est encore plus sombre avec les perspectives de récession qui sont devant nous. Ce mouvement a été très peu médiatisé en France. En fait la bourgeoisie française a peur d'en faire la publicité et que cela réveille les souvenirs du printemps 2006. Depuis 2003 les ouvriers reprennent une dynamique mondiale de luttes ; dans le contexte de crise actuelle, ces luttes vont se développer. On est encore loin de la révolution, mais toutes ces luttes de résistance contre les mesures que vont de plus en plus prendre tous les Etats du monde sont nécessaires pour que se développe la conscience que ce système est pourri, qu'il ne peut plus rien apporter et qu'il faut le détruire."

Alors, les amis, ne baissons pas les bras. Si chacun prend ses responsabilités, non seulement nous ne payerons pas leur crise mais eux payeront pour leurs crimes. Haut les coeurs !

J.-C.

Argentine : "Tierra y libertad" resiste !

Comme nous l'avons exprimé à plusieurs reprises, l'occupation du quartier "Terre et Liberté" à La Matanzaest le résultat de l'effort de nombreuses familles, sans abri ou espace dans lequel pouvoir vivre qui se sont impliquées et qui ont choisi de réaliser dans la pratique ce que beaucoup laissent à la seule théorie : résoudre de sa propre initiative le problème, en affirmant le droit vital au logement, par le biais de pratiques d'assemblées horizontales, en développant aussi dans le quartier des espaces collectifs, démontrant par l'exemple qu'il n'y a besoin ni de chef ni de dirigeant, mais bien des voisins eux-mêmes pour chercher ensemble des solutions aux différents conflits qui se sont présentés.

Aujourd'hui, ce quartier est sous la menace : il s'est vu signifier un ordre d'expulsion. Mais les voisins ne sont pas résignés à cet égard. En ce moment, ils ont coupé la route provinciale 21. La situation est tendue avec la police qui tente de les expulser. Toutefois, les voisins résistent aux menaces, comme ils ont résisté par le passé aux menaces verbales de mort, à la violence des affrontements et des tentatives de désorganisation.

Parce que les exploiteurs craignent l'auto organisation et l'exemplarité des luttes ;

Parce qu'ils défendent la propriété privée en utilisant le gouvernement complice et collaborateur pour continuer à maintenir leur position privilégiée ;

Parce que nous ne nous résignons pas ;

NOUS APPUYONS CETTE LUTTE.

Le quartier a décidé de poursuivre la lutte pour le droit au logement, en continuant la résistance, pour la construction d'un quartier pour toutes et tous. Il aura la fermeté nécessaire à cette poursuite.

Solidarité avec l'occupation du quartier "Terre et Liberté" à La Matanza malgré l'ordonnance d'expulsion !

La Société de Résistance de MENDOZA de la F.O.R.A. / A.I.T. http://www.socderesistenciamza.blogspot.com/
www.noticiasacratas.blogspot.com

Contre la crise, mobilisation

Depuis la mi-octobre, tractages massifs et affichages se succèdent. Le lundi 27 octobre, une dizaine de militants de la CNT-AIT sont intervenus à la poste centrale sur le thème "L'Etat vole aux pauvres pour donner aux riches" et dénoncer les nouveaux "Robins des Rois". Jeudi 30, nous étions une quarantaine de militants et sympathisants de la CNT-AIT devant la Caisse régionale du crédit agricole avec un tract "Le capitalisme est malade, qu'il crève !" (reproduit page suivante). Puis, nous sommes partis en cortège dans la rue principale du centre ville. Ce qui est foncièrement nouveau, par rapport à l'ambiance d'il y a à peine quelques semaines, c'est que ces interventions, comme celles que nous avons faites dans les quartiers, se sont faites avec les encouragements, parfois bruyamment exprimés, des passants.

Jean-Marc Rouillan réincarcéré. Déclaration CNT-AIT

A la suite de la diffusion d'une interview accordée au journal l'Express, Jean-Marc Rouillan, ancien membre du groupe armé Action-Directe, a vu son régime de semi liberté suspendu. Il a été réincarcéré, avant une audience sur le fond.

Ce qui est refusé à Jean-Marc Rouillan, c'est de pouvoir s'exprimer publiquement. Pourtant un Maurice PAPON par exemple, malgré tous ses crimes et toutes ses condamnations, a toujours pu s'exprimer et a même été ministre de la république française. La différence est que ce dernier était un grand ami des financiers et que l'autre est un militant révolutionnaire qui ne renie pas ses idées.

Quotidiennement, à cause de la spéculation financière, à cause du capitalisme, des milliers de gens meurent de faim, des milliers d'autres sont réduits au désespoir et à la misère et pourtant il semblerait que le seul son de cloche que l'on puisse entendre ce sont les discours hypocrites et les mensonges des banquiers et du patronat. Voilà que tous ces dirigeants économiques et responsables politiques qui font régner sur cette planète un tel climat de violence, d'angoisse sociale, d'insécurité économique, voudraient interdire à d'autres de donner leur opinion parce qu'ils causeraient du trouble à l'ordre public !

Ce qui se dessine-là c'est la volonté du pouvoir de protéger le capitalisme du coup de balai qui se prépare. La solidarité avec Rouillan, dans cette affaire, est un acte d'affirmation que la lutte de classes ne se laissera pas étouffer.

La CNT-AIT se joindra donc au rassemblement organisé par le collectif de soutien le 15 octobre 2008 devant le tribunal de Toulouse

CNT- AIT, Toulouse

Pour lui écrire : J-Marc Rouillan, écrou 147575, 213 chemin de Morgiou,13009 Marseille. Il reste encore en prison deux de ses compagnons, condamnés comme lui à perpétuité : Régis Schleicher, détenu depuis 1984 et "libérable" depuis 1999 et Georges Cipriani, emprisonné comme Rouillan depuis 1987. Nathalie Ménigon, elle, depuis le 3 août, est en liberté conditionnelle (liberté très contrôlée).

Un autre futur pour les quartiers

Le numéro d'octobre de ce petit bulletin CNT-AIT partiellement bilingue (français et arabe) est paru. Il est bien entendu centré sur la crise financière, la situation au Maroc et, à la suite de plusieurs morts sur les chantiers de la région, de ce qu'on appelle les "accidents" du travail mais qui ne sont que la conséquence de la pingrerie et de la pression patronale.

Serbie : Pression sur les familles de militants

Le gouvernement de Serbie a décidé de continuer sa lutte contre ceux qui démasquent son caractère anti-ouvrier, ceux qui sans compromis se lèvent contre les attaques des magnats de la finance et contre l'Etat qui essaie d'écraser la vie humaine et la dignité. Ils s'en prennent à ceux qui osent remettre en question leur pouvoir absolu. Depuis début septembre, des officiers de l'agence de sécurité et d'information (BIA, services secrets) exercent une intense pression sur les membres du groupe local de Kragujevac de l'Initiative Anarchosyndicaliste (ASI-AIT). En plus des militants, leurs familles sont également ciblées par la police : les agents viennent donner des preuves de la surveillance dont font l'objet les membres de l'ASI à leurs proches, assorties de menaces de nouvelles arrestations. La police cherche ainsi à casser les reins de notre organisation qui, du fait de sa grande radicalité, est un pieu dans l'œil des dirigeants locaux. Ce n'est pas la première fois que nous sommes l'objet de menaces de la part de la classe dirigeant serbe, via ses valets du BIA : depuis la création de notre organisation au début des années 2000, nos membres ont déjà fait l'objet à de nombreuses reprises d'arrestations, de tortures et d'interrogatoires dans les cachots puants de la police secrète serbe. Ces nouvelles tentatives d'intimidations sur notre organisation s'exercent dans un contexte d'augmentation générale de la brutalité du système, qui peut se sentir dans tous les segments de la société. Après l'assassinat en toute impunité par un policier d'un manifestant du Parti radical serbe, la police a commencé à réprimer impitoyablement tous ceux qui ne marchent pas silencieusement sur le chemin de la globalisation économique. Comme par le passé, ces actions n'auront pour seul effet que de renforcer notre esprit et de fortifier notre conviction que nous sommes sur la bonne voie. Nous proclamons que nous n'allons pas cesser nos actions et que nous continuerons notre lutte pour la liberté, contre l'exploitation, les privatisations et les licenciements avec encore plus d'énergie, de combativité et de sérieux.

Belgrade, le 26 sept. 2008. Secrétariat de la Confédération "Initiative Anarchosyndicaliste", section de l'A.I.T.

Canada : Abstention historique

Les dernières élections fédérales canadiennes qui ont eu lieu le 14 octobre 2008 ont été marquées par un taux historique d'abstention. En dépit des appels massifs de vote stratégique afin d'empêcher le chef du Parti Conservateur, Stephen Harper, précédemment au pouvoir, de prendre la barre à nouveau, le taux le plus élevé d'abstention depuis la création du Canada (1867 !), soit 41,7%, a été atteint. Dans mon coin, c'est à dire dans le comté de Manicouagan, sur la Côte-Nord québécoise, le taux de participation à l'élection n'a été que de 48,5%. Une importante présence libertaire s'est fait sentir dans cette opposition. Le Collectif de Résistance Anti-Capitaliste Saguenay et la Fédération des Communistes Libertaires du Nord-Est (NEFAC) ont conjointement signé une affiche appelant à l'abstention électorale qui a été largement collé dans plusieurs des villes importantes de la province.

(Témoigne tiré du site "Forum anarchiste")

Le capitalisme est malade : Qu'il crève !

Les trente honteuses

Contrairement au principe n°1 affiché par le libéralisme, l'enrichissement de quelques-uns n'a pas produit l'amélioration des conditions de vie de tous. Pendant ces trente dernières années, de crise en crise, de spéculation en scandale financier, le nombre de chômeurs, de pauvres et de SDF n'a pas cessé d'augmenter en France et partout dans le monde.

Terrorisme alimentaire

Cet enrichissement de quelques-uns va finir au contraire par provoquer la misère de tous, jusqu'à atteindre maintenant des sommets dans l'ignoble. Ces derniers mois les spéculateurs se sont enrichis sur les matières premières, ce qui a causé dans le monde entier des famines considérables. A ce jour au moins 18 000 enfants meurent chaque jour, victimes des conséquences de cette sous-nutrition. Il s'agit là d'un véritable crime contre l'humanité.

L'énorme mensonge

Et pour sauver ces enfants d'une mort atroce, il n'y avait pas les moyens. Il y a peu encore, pour régler les problèmes sociaux, les politiciens nous disaient que les caisses étaient vides. Et voilà que subitement, comme par magie, pour sauver les spéculateurs, pour sauver les responsables de ce crime contre l'humanité, les Etats trouvent des milliards d'euros qui ont été jetés sur les marchés financiers en quelques jours !

Auto-organisation

Nous ne pouvons plus être dupes de tant de crimes appuyés sur tant de mensonges. L'expérience nous montre qu'il n'y a rien à attendre de la part du pouvoir actuel et des multiples prétendants à sa succession. Il nous reste, tous ensemble, à imaginer une autre société basée sur les valeurs essentielles qui ont été piétinées sans vergogne, celles de la solidarité, de l'entraide, de la liberté. Dans ce cadre, c'est à chacun de prendre ses responsabilités et d'agir dans son entreprise, dans son quartier, pour réaliser un autre futur.

CNT-AIT
7 rue St Réméy, 31000 Toulouse

Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !

Débattre

● Débat public sur l'actualité sociale. Jeudi 4 décembre 2008 à 20 h 30, salle St Aubin, impasse St Aubin (Toulouse).

Rejoindre la CNT-AIT

● Prendre contact avec le syndicat le plus proche ou avec le secrétariat confédéral (CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE ou par mail
contact@cntaittoulouse.lautre.net

Passer nous voir

● A Montauban : Nouveaux horaires des permanences : tous les samedis le matin (10h15 à 12h) au marché du jardin des plantes, l'après midi (16h à 18h) au local Passage de la comédie (entrée par le 10, rue de la comédie).

● Toulouse : CNT-AIT 7 rue St rémésy 31000. Perma-nences tous les samedi 17 h. Egalement aux puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers.

● Quercy-Rouergue, autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra.

● Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000 Permanences le Samedi après-midi à partir de 15h.

● Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex
Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

● Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018.
Tables de presses régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissement.

● Lyon : CNT-AIT, chez : Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

Ecouter AnarSonore

● AnarSonore est une collection d'enregistrements audio de textes libertaires que chacun peut télécharger gratuitement sur AnarSonore.free.fr On peut aussi y contribuer en enregistrant de nouveaux textes.

Et aussi...

● Tchatcher sur le forum de la CNT-AIT de Caen http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/
● S'abonner à ce journal, voir page 2
● S'abonner à la liste de diffusion internet (gratuit) : http://liste.cnt-ait.info
● Se documenter : les CAS (Cahiers de l'anarchosyndiclisme) édités par Caen constituent une collection de plusieurs dizaines de titre abordant les principaux sujets pouvant intéresser militants et sympathisants.

CET ARTICLE DEBUTE AU VERSO, EN PAGE 20

gralement remboursé de vos pertes. Mieux encore, vous repartirez avec un supplément de fonds, gentiment offerts par l'Etat qui mettra son point d'honneur à vous faire redémarrer d'un cœur serein et d'un pied léger sur les chemins de la vie, hélas si souvent semés d'embûches pour chacun d'entre nous.

Des tatoueurs que nous avons pu rencontrer en toute discrétion nous ont révélé qu'ils auraient gravé en de multiples occasions à même la peau de ces banksters, leur étrange devise : *"Perdre plus pour gagner plus"*.

Les curieuses règles de ce jeu du BMU étaient jusqu'à présent assez mal connues du grand public et c'est bien le mérite de cette giga-affaire que de les avoir portées à la connaissance de tous. Grâce à cela, la population, manifestement soulagée, a découvert que l'Etat pouvait être compatissant et compréhensif avec ceux qui en ont le plus besoin, ceux qui ont tant perdu : les naïfs boursicoteurs. Nous nous faisons cependant un devoir de détromper ceux de nos lecteurs qui, voyant cette miraculeuse manne de milliards, en ont conclu que les caisses publiques que l'on disait irrémédiablement vides regorgeaient en fait de liquidités. Cette espérance était certes de nature à mettre du baume au cœur des démunis moins éprouvés que nos banquiers (rmistes, sdf, ultraprécaires,…) qui auraient pu se sentir en droit d'attendre, eux aussi, un petit coup de pouce. Mais, aux dires de certains géologues de la finance, les filons de milliards d'euros fort opportunément découverts dans le sous-sol des jardins de l'Elysée seraient proches du tarissement. D'ailleurs, d'après d'autres spécialistes, les milliards qui jaillissent à profusion actuellement seraient factices, plus virtuels que réels. Il ne servirait donc à rien de les répartir dans la population. Selon certains artistes de la contre-façon que nous avons pu approcher, cette soudaine abondance milliardesque fleure en effet la supercherie : le gang des bankster et la Direction du Casino Mondial (c'est-à-dire l'Etat dans leur jargon) bosseraient ensemble, ils auraient même engagé une équipe de faux-monnayeurs dont la mission consisterait à fabriquer des milliards de jour comme de nuit. Voilà qui confirme le doute des géologues.

Bien-sûr, tout ceci semble bel et bien incroyable et il se peut fort bien que nos divers informateurs aient été abusés, manipulés par on ne sait quels révolutionnaires en veine d'attaque contre notre magnifique système. Quoiqu'il en soit, notre journal, continuera ses investigations pour faire triompher la vérité. S'il s'avérait que d'honorables institutions comme la Banque, l'Etat, la Police, la Justice, la Presse aient manqué à leurs obligations, nous n'omettrions pas, chers lecteurs, de vous en informer. Comme nous l'avons toujours fait.

Sherlock H.

DERNIÈRE MINUTE

On apprend de source sûre que des individus bien mis, en costume trois pièces, cravates de soie et chaussures semelles de cuir, opérant à visage découvert, avec une audace incroyable et un sang froid stupéfiant, auraient dérobé simultanément des sommes colossales en différents endroits de la planète. On parle de 700 milliards de dollars aux USA, de 590 milliards d'euros pour l'Allemagne et de 370 milliards d'euros pour la France. A l'heure où nous mettons sous presse la liste des pertes est loin d'être close, le montant exact du butin n'est même pas définitivement établi.

On reste confondu devant l'ampleur inouïe des sommes dérobées.

La facilité avec laquelle cette gigantesque opération de "retraits" a été menée à bien laisse supposer que les malfaiteurs ont très vraisemblablement bénéficié de complicités à l'intérieur même de la place.

Des rumeurs persistantes donnent à penser que des hommes politiques de très haut niveau pourraient être impliqués dans cette affaire exceptionnellement grave. Des photos compromettantes, les montrant en train de festoyer dans des yachts ou des stations mondaines aux côtés des pilleurs de banque, circuleraient déjà sous le manteau. Ces complicités expliqueraient sans doute l'apparente paralysie qui a inexplicablement frappé les fins limiers de notre subtile police nationale (d'ordinaire si prompts à débusquer les voleurs de poule ou de scooter) et l'assourdissant silence absolu que garde notre impartiale justice (habituellement si prompte à condamner) sur ce qui s'annonce comme le casse du siècle, voire du millénaire.

Selon des sources officieuses mais généralement bien informées, qui ont tenu à garder l'anonymat le plus absolu, les malfaiteurs opéreraient au sein d'une organisation tentaculaire dont les innombrables ramifications enserreraient la planète dans un réseau d'une rare densité.

Aucune localité ne serait à l'abri de leurs agissements, des "agences locales" oeuvreraient au vu et au su de tout un chacun. Une telle organisation, dont la proximité avec des personnages en vue des hautes sphères semble pratiquement établie, laisse loin derrière elle, tant par sa puissance que par sa remarquable efficacité, toutes les grandes entreprises maffieuses con-nues à ce jour, qu'il s'agisse de la Cosa Nostra, de la N'Dranghetta ou de la Camora… S'agit-il d'un retour en force du fameux "gang des banquiers" comme le murmurent certains ? Il s'agirait en fait d'un nouveau gang, celui des "Banksters".

D'après les informations en notre possession, le mode opératoire de cette bande tiendrait plus de l'escroquerie de haut-vol, mettant en œuvre toutes les ressources de l'informatique et de la communication, que du braquage à l'ancienne. Quoi qu'il en soit, nous aurions à faire à des arnaqueurs aux appétits illimités. Tout porte à croire qu'ils ne s'arrêteront pas en si bon chemin.

Toujours d'après ces sources anonymes, la plupart des membres de ce gang s'avéreraient être des joueurs invétérés. Au sein de cercles très fermés, ils se livreraient à leur passion favorite, le boursicotage, par le biais d'un mystérieux BMU (Boursicoteurs du Monde Unissez-vous), sorte de PMU pour les très riches. Les règles de ce jeu singulier échappent à l'entendement commun, puisque si vous pariez très gros et que, par négligence ou par un coup du sort, vous venez à perdre, vous ne risquez absolument rien. Vous serez inté-